

Après la démocratie

Emmanuel Todd

Novembre 2008 – éditions Gallimard 257 pages 18,50 €

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru – Janvier, février 2009

Emmanuel Todd, né en 1951 est historien, démographe et sociologue.

(Mes commentaires personnels sont en italique. JPA)

La France vit une période étrange. La politique menée ne sert objectivement les intérêts que d'une infime minorité. Mais l'opposition, faute d'une orientation crédible, semble déboussolée, et sans prise sur les événements.

Analysant les faits avec les outils du sociologue et de l'historien, Emmanuel Todd nous donne des clés pour mieux comprendre ce qui nous arrive, et ose des propositions qui vont à l'opposé de ce que cherchent à nous faire avaler les économistes, dans leur grande majorité, depuis des décennies. Ce qui est en jeu, nous dit-il, c'est finalement rien moins que la démocratie...

On pourra lire, souvent avec jubilation, cet ouvrage original et percutant, et peut-être, avec lui, consentir à des révisions stratégiques...

Puissent ces quelques notes inciter à s'y reporter.

Comment Nicolas Sarkozy a-t-il pu devenir président de la République ?

Fébrile, agressif, narcissique, admirateur des riches et de l'Amérique bushiste, incompetent en économie comme en diplomatie, exhibitionniste, provocateur : aucune critique de Sarkozy, même la plus radicale, ne doit nous aveugler sur nous-mêmes. Ce président est le symptôme que **la France est malade**.

Car dans le même temps, les conventions politiques explosent, les traditions idéologiques disparaissent. Députés et militants semblent échapper à tout système gravitationnel, et notamment à leur propre histoire. La candidate désignée par plus de 60% des militants socialistes élabore de façon chaotique une doctrine que rien ne rattache à l'histoire de la gauche. Des personnalités socialistes se laissent recruter au gouvernement. Une partie du Front national se rallie à l'UMP ...

Notre véritable problème n'est pas Sarkozy, mais un ébranlement général de la démocratie.

Que va-t-il advenir ? Va-t-on assister à une ethnicisation du pays, ou à une remontée de la lutte des classes ?

La mort de la religion et la décomposition politique.

Les croyances et doctrines politiques ont atteint un état de décomposition absolu. Le Front national, qui fut un instant capable de réunir des ouvriers de tradition communiste et des petits commerçants d'origine RPR, n'aura été qu'une étape dans le processus de **désagrégation des forces qui structuraient, depuis la Libération, la vie politique française : communisme, social-démocratie, gaullisme, droite modérée de tempérament catholique**.

En 1790, les prêtres furent sommés de prêter serment à la constitution civile du clergé. Les uns acceptèrent, les autres refusèrent. L'historien américain Timothy Tackett a, sur ce clivage, représenté l'opposition géographique entre une France déchristianisée, où les curés acceptent la subordination de l'Eglise à la Révolution, et une France catholique (constellation de provinces périphériques, à l'ouest, au nord, à l'est, dans le Massif central et le Sud-Ouest) appelée à devenir le bastion le plus stable de la droite française. **Depuis la Révolution, l'affrontement des forces idéologiques s'est toujours inscrit dans cette même géographie primordiale.** La complémentarité géographique du catholicisme et du communisme est l'un des traits frappants de la géographie politique de la France durant les trois décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale.

La crise terminale du catholicisme rythme, depuis le début des années 1970, les mutations du système politique français. Les électeurs catholiques se sont d'abord tournés vers le PS. L'effondrement du Parti communiste suit d'assez près celui de la pratique religieuse. Le Front national émerge lors des élections européennes de 1984. Indépendamment du nombre d'immigrés, il apparaît nettement plus puissant dans les départements imprégnés d'une tradition laïque, au cœur du Bassin parisien et sur la façade méditerranéenne. Il prend des électeurs à gauche et à droite, sur les terres du communisme qui sont aussi celles du gaullisme.

Dans le courant des années 90, l'érosion des partis traditionnels s'accélère. Le communisme et la droite catholique disparaissent de la statistique électorale (et c'est tout juste si aujourd'hui, le fantôme de la droite catholique apparaît parfois encore dans la géographie de certains votes pour François Bayrou.). La bipolarisation droite-gauche se fixe sur l'opposition des deux partis qui résistent le mieux à l'affaiblissement des idéologies, parce qu'ils sont au départ plus plastiques, et tout disposés à mollir encore, jusqu'à extinction complète de toute idéologie propre : le Parti socialiste et le parti gaulliste. Dont les candidats n'ont obtenu, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, que 16 % et 20 % des voix, Le Pen se qualifiant pour le second tour avec près de 17 %...

La trahison par le Parti socialiste des valeurs de la gauche est une évidence (conversion au libéralisme économique, acceptation du capitalisme financiarisé, carriérisme cynique de ses hauts fonctionnaires...).

Mais les gaullistes et leurs alliés ont eux aussi, dans le même temps, abandonné leurs propres valeurs (la droite classique s'appuyait sur des valeurs chrétiennes, de soumission sociale certes, mais aussi de responsabilité, de charité et de désintéressement). Le RPR, fondé en 1976 et dissous en 2002, a renoncé à la nation autant que le PS a abandonné la classe ouvrière.

Entre 1965 et 2007, tout se passe comme si l'effondrement des derniers bastions de la foi avait engendré une mécanique de décomposition politique globale.

Nous vivons donc, sans en être pleinement conscients, une crise religieuse. Sans cette hypothèse, nous ne pouvons pas comprendre l'ampleur de la **fixation négative sur l'islam**. Dans les cinq ou dix dernières années, s'est répandue en France, et ailleurs en Europe, une islamophobie des classes intellectuelles et médiatiques.

Dans l'esprit de beaucoup, la théorie du choc des civilisations a été validée par les attentats du 11 septembre 2001. Alors que pourtant, la violence qui existe effectivement dans le rapport de l'Amérique au golfe Persique n'est pour l'essentiel ni religieuse, ni civilisationnelle, mais ne résulte de rien d'autre qu'une banale politique impériale...

L'élévation du niveau d'éducation, l'éclosion de la démocratie, les « élites ».

Dans la longue durée, on observe que **la diffusion progressive de la capacité à lire et à écrire a entraîné l'éclosion irrésistible de la démocratie**. L'écrit fut d'abord le privilège des prêtres, puis celui des marchands, des nobles et des artisans, avant de s'étendre enfin aux ouvriers et aux paysans.

Selon l'historien Lawrence Stone, « les trois grandes révolutions modernisatrices de l'Ouest, l'anglaise, la française et la russe, ont eu lieu à un moment où le taux d'alphabétisation des hommes se situait entre un tiers et deux tiers, ni moins, ni plus ».

En France, le taux d'**alphabétisation** des jeunes adultes a régulièrement progressé : de 29 % (pour les hommes) en 1690 à **47 % en 1790** puis 96 % en 1911.

Le stade de l'alphabétisation universelle est alors atteint. Mais le nombre de lycéens, de bacheliers, d'étudiants reste infime. **L'homogénéité éducative du pays est maximale**. La culture politique des années 1900-1960 concerne tous les citoyens, à travers l'écrit, mais sur le mode de la réception. L'alphabétisation permet la naissance de partis politiques puissants et le militantisme sur une vaste échelle : en somme, la mise en marche des masses. De la fin de la deuxième guerre mondiale à la fin des années 1960, à l'intérieur de chacune des grandes familles politiques (communisme, social-démocratie, gaullisme et droite modérée), l'alphabétisation universelle était un facteur d'homogénéité, de communication entre les niveaux, de communion dans une foi nettement définie.

L'éducation secondaire resta un privilège bourgeois jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : de 1% en 1881, le taux d'obtention du baccalauréat est passé à 2,7 % en 1936. La proportion d'une génération qui obtient le baccalauréat a progressé de 4,8 % en 1950 à 27,9 % en 1990, et **se stabilise** aux environs de 33 %.

Le nombre d'étudiants a connu une progression très rapide : de 200 000 en 1950 à 2 179 000 en 1995, pour ensuite pratiquement **stagner** (2 275 000 en 2005).

Dans le même temps, le nombre de « sortants sans qualification » du système scolaire a chuté de 35 % en 1965 à 7,5 % en 1990, et **s'est stabilisé** ensuite à ce niveau.

En termes de niveau éducatif, la France a donc atteint, dans les années 1990-1995, après de décennies de hausse, **une sorte de plateau**.

Il résulte de cette stagnation un pessimisme culturel très répandu (et pas seulement à droite, même si la nostalgie finit toujours par engendrer une posture réactionnaire) ; et surtout, un **retour de l'hétérogénéité culturelle** : la société se divise en « instruits primaires », « éduqués secondaires » et « diplômés supérieurs ».

C'est d'ailleurs à cette époque, durant le débat qui a précédé la ratification par référendum du traité de Maastricht (1992), adopté par 51 % des suffrages exprimés, que **l'opposition entre « élites » et « peuple »** est devenue l'un des lieux communs de l'analyse politique. Treize ans plus tard, lors du vote sur le traité constitutionnel européen (TCE, 2005), elle a pris une nouvelle vigueur.

Le non à Maastricht était majoritaire, à 60 %, pour les « BEPC, CAP, BEP », et il a été amplifié pour le TCE (68 % soit + 8 %). Pour le niveau « baccalauréat », on est passé d'un non à Maastricht minoritaire (39 %) à un non au TCE majoritaire (59 % soit + 20 %) ; et l'évolution a été la même pour les « sans diplômes » : le non est passé de 37

% à 60 % (+ 23 %). Pour les diplômés de l'enseignement supérieur, le non est resté minoritaire, mais en nette progression (de 29 % à 43 %).

C'est lors des consultations référendaires que la nouvelle stratification éducative se manifeste avec le plus de force, tout simplement parce que ce qui reste des vieux alignements partisans –gauche/droite, PC /PS, gaullistes/modérés – est, le temps du vote, mis entre parenthèses.

10 %, 15 % ou 30 % de citoyens que leur éducation définit comme « supérieurs », ce n'est plus au sens strict une élite si ce terme inclut l'idée de faible nombre. C'est aussi une masse, puisque l'unité de compte passe du millier au million. **L'avènement d'une classe culturelle éduquée et nombreuse a créé les conditions objectives d'une fragmentation de la société et provoqué la diffusion d'une sensibilité inégalitaire d'un genre nouveau.**

Pour la première fois, des « éduqués supérieurs peuvent vivre entre eux, produire et consommer leur propre culture. Le monde dit supérieur peut se replier sur lui-même, vivre en vase clos et développer, sans s'en rendre compte, une attitude de distance et de mépris vis-à-vis des masses, du peuple, et du populisme qui naît en réaction à ce mépris.

A l'échelle d'une classe se produit un phénomène de narcissation . Le roman, le cinéma sombrent dans un nombrilisme culturel qui se pense très civilisé mais s'éloigne des problèmes de la société. Paradoxalement, la hausse du niveau éducatif produit à ce stade une régression de la haute culture.

Le travail silencieux des forces culturelles a désintégré toutes les conceptions religieuses et idéologiques. Il a vidé de sa substance l'Eglise catholique là où elle subsistait en tant que force sociale ; il a liquidé par étapes le Parti communiste ; il a fait des militants gaullistes les groupies d'un politicien ridicule ; il a transformé le PS en un parti d'élus, largement décrochés de la structure sociale globale, et où la représentation populaire s'est trouvée éliminée.

Au narcissisme individuel des membres de l'élite répond un narcissisme du groupe de l'élite, reniant ses responsabilités économiques et sociales, méprisant les humbles et enfermé dans une politique libre-échangiste, qui dégage des profits pour les riches et implique la stagnation puis la baisse des revenus pour les autres.

Et aujourd'hui ?

Dans une société comme la notre, rongée par une crise éducative, ne pas être surdiplômé, avec ce que cela entraînerait d'arrogance, peut être un avantage lorsqu'on se présente devant le corps électoral. Est-ce ce qui a donné la victoire à Sarkozy (et, au sein du PS, de Ségolène, sortie de l'ENA à un rang très médiocre, par rapport à ses concurrents Fabius et Strauss-Kahn) ?

Ni au lycée ni à l'université, Nicolas Sarkozy ne fut un brillant sujet. Au-delà de son cas individuel, son avènement marque une réelle chute du pouvoir des énarques, ces bons élèves de la République. Et on pourrait imaginer qu'un gouvernement qui échappe à l'emprise de l'ENA se libère en partie du conformisme des élites françaises.

A l'inverse, le fait pour le PS d'être un parti de « bons élèves » n'est pas forcément un avantage, cela peut énerver un électorat souffrant de frustration scolaire.

On pourrait caricaturer ainsi le débat d'idées, ou ce qui en tient lieu : **les bons élèves conformistes récitent inlassablement leur credo néolibéral** et proposent en fait de poursuivre les politiques qui ont toujours mené à la crise économique et sociale (toujours plus de libre-échange, d'ajustement structurel, de flexibilité, pour assurer toujours moins de revenus et encore plus d'inégalités aux Français) ; **les élèves moyens et émancipés prétendent rejeter la pensée unique, mais au profit d'une absence totale de programme économique.**

Le rapport à l'égalité expliqué par les structures familiales

Si l'on examine l'ordre d'arrivée en démocratie des grandes nations d'Europe, on ne peut établir une correspondance absolue avec le niveau éducatif. C'est que d'autres facteurs entrent en jeu.

La diversité des systèmes familiaux paysans traditionnels, structurés par des valeurs distinctes, parfois opposées, permet de saisir à la source la diversité des voies d'accès à la démocratie.

Le lecteur intéressé se reportera à l'ouvrage, ne sont ici restituées que quelques indications schématiques.

L'Angleterre doit sans doute l'individualisme social et politique qui la caractérise à son organisation en unités domestiques indépendantes, ménages ne contenant qu'une seule famille nucléaire.

Depuis la fin du Moyen Age, les paysans du Bassin parisien pratiquaient un système familial nucléaire, proche du système anglais ; mais à l'inverse de ceux-ci, chaque enfant, garçon ou fille, devait recevoir en héritage une part égale du bien de ses parents (en Angleterre, les parents distribuaient leurs biens comme ils l'entendaient, au fur et à mesure que s'établissaient leurs enfants).

Libéraux et égalitaires dans leur vie familiale, les paysans du Bassin parisien s'enflamment pour la devise de la Révolution française : liberté et égalité. Libéraux mais non égalitaires, les Anglais se contentent dans un premier temps d'un système représentatif restreint.

Les structures familiales de l'Allemagne et de la Russie contiennent un trait autoritaire absent de leurs équivalents anglaise ou française du nord.

En Allemagne, un seul enfant (le plus souvent le fils aîné, mais dans certaines régions le plus jeunes des fils) héritait du bien familial (seule la vallée du Rhin faisait exception, avec des traces d'héritage héréditaire). L'enfant successeur devait continuer à vivre avec ses parents sur le bien familial, restant sous leur autorité, avec des normes éducatives particulièrement rigides. C'est ce contexte qui a rendu possible le totalitarisme nazi, vécu par les membres des jeunesses hitlériennes comme une véritable libération. L'inégalité des enfants explique la tendance des régions où elle domine à se fixer sur des idéologies ethnocentriques, affirmant l'inégalité des peuples, des nations, des hommes.

En Russie, le trait autoritaire s'associe à une valeur égalitaire. Le modèle familial associe un père et ses fils mariés, en un vaste ménage patrilinéaire s'étendant sur trois générations. Le parti, le KGB, l'économie centralisée remplacèrent la famille dans les fonctions d'intégration et de persécution de l'individu.

Le système décrit pour le Bassin parisien est loin d'être le seul en France, caractérisée par une grande diversité. Cette diversité se retrouve à l'occasion du vote sur la Constitution civile du clergé, évoqué plus haut. En 1971, la République et la laïcité, d'une part, la monarchie et l'Eglise avaient leurs territoires, condition nécessaire et suffisante pour une guerre civile. Ce qu'a réussi la III^{ème} République est prodigieux : l'acceptation par toutes les forces régionales d'une intégration parlementaire apaisée.

Le système de valeur égalitaire va-t-il survivre en France, à l'heure du sarkozysme, dont l'un des traits essentiels est un défi au principe d'égalité ? La nouvelle stratification éducative, l'urbanisation, la tertiarisation ont-elles mis à mal le vieux fonds égalitaire français ?

Va-t-on vers une ethnicisation ?

Aux Etats-Unis, c'est la présence de deux groupes parias, les Indiens et les Noirs, qui a permis de fixer hors du peuple blanc l'idée d'inégalité et de définir une égalité interne au groupe. On pense que le concept de race est séparateur. On ne se rend pas compte que, dans le cas des Etats-Unis, il a été unificateur, en permettant d'oublier toutes les différences culturelles entre immigrés européens d'origine anglaise, écossaise, irlandaise, allemande, scandinave, juive, italienne. Tardivement, Chinois et Japonais, victimes d'un racisme féroce jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ont fini par être répertoriés comme non noirs et intégrés au marché matrimonial blanc. **Etre épousable détermine, aux Etats-Unis comme en Europe, l'appartenance à un groupe, majoritaire ou minoritaire.**

Même si une évolution importante se produit au niveau politique, le taux de mariage mixte des femmes « noires » américaine n'augmente que très lentement, et n'atteint qu'à peine 2,5 % en 2006.

Souvent considéré comme le défaut de la démocratie américaine, le racisme était, en réalité, son fondement.

L'historien américain David Schoenbaum a montré que le nazisme, en dépit de son discours rétro sur le retour à la terre et au sang, avait représenté pour l'Allemagne le moment crucial de la démocratisation. **L'antisémitisme nazi a permis à la société allemande, depuis longtemps alphabétisée, de surmonter la force du principe d'inégalité inscrit dans sa structure familiale traditionnelle.**

De même, Israël est une démocratie ethnique, dans laquelle l'égalité des citoyens s'appuie sur une différence radicale avec un peuple extérieur partiellement dominé.

En France, la démocratie universaliste ne se définit pas, en théorie, contre un autre, étranger ou inférieur. Mais la Révolution française n'a-t-elle pas défini le corps des citoyens par l'expulsion symbolique de l'aristocratie (« ces familles qui conservent la folle prétention d'être issues de la race des conquérants et d'avoir succédé dans leurs droits », disait Sieyès) ? **La lutte des classes est née symboliquement d'une lutte des races.**

Nicolas Sarkozy a été élu en tant que porteur d'un message à peine subliminal désignant les immigrés, leurs enfants et les pays musulmans comme des problèmes, un ennemi (la désignation de Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara servant simplement à donner le change). **La démocratie française ne serait-elle pas en train de se ressourcer dans une affirmation identitaire ?**

Le comportement familial concret des milieux populaires dément l'hypothèse d'une racialisation des rapports sociaux. Le taux de mariages mixtes entre enfants d'immigrés et enfants de Français d'origine plus lointaine est de dix fois supérieur en France, dans les milieux mêmes qui avaient tendance à voter Front national, à ce que l'on peut observer en Angleterre ou en Allemagne (selon les dernières données disponibles, qui datent de 1992 ; mais peut-être les choses ont-elles changé depuis ?).

Plus récemment, l'examen statistique des personnes arrêtées lors des émeutes qui ont enflammé les banlieues en octobre et novembre 2005 prouve qu'il s'est agi d'une révolte sociale et générationnelle plutôt qu'ethnique, raciale ou religieuse (et si cette révolte a conduit à la destruction de bâtiments publics, dont certains à caractère éducatif, ne faut-il pas y voir le signe que le chômage et surtout les salaires bas qui attendent les jeunes à la sortie leur font considérer le collège et le lycée comme des escroqueries ?).

L'analyse détaillée du vote du premier tour de l'élection présidentielle de 2007 montre que les déterminants essentiels du vote ont été socio-économiques et démographiques, et non pas ethniques.

C'est du côté de la boutique qu'il faut chercher le basculement de l'électorat d'extrême droite. Chirac n'avait réalisé que 20 % chez les petits commerçants, artisans et chefs d'entreprise, Sarkozy a atteint 37 %. Le Pen, qui comptait 32 % d'électeurs dans cette catégorie en 2002 est tombé à 13 % en 2007. L'élection présidentielle a ramené les petits commerçants à droite, les coupant du monde ouvrier. Une bonne partie des ouvriers -26 %, comme en 2002 – sont restés fidèles au Front national, exprimant par leur attachement à Le Pen la profondeur dramatique de leur désarroi.

Les personnes âgées ont voté massivement Sarkozy : 44 % des plus de 65 ans (contre 31 % à Chirac en 2002). Chez les 18-24 ans, Sarkozy a à peine amélioré le score de Chirac, 19 % contre 16 %. L'alignement électoral antidroite des 18-27 ans montre à quel point la jeunesse n'est pas coupée en France selon des clivages ethniques, religieux ou raciaux.

La vie politique concrète de la France ne suggère donc pas, pour le moment, une ethnicisation spontanée de la démocratie.

Le libre-échange contre la démocratie.

La liberté de circulation des marchandises est pour nos classes supérieures un dogme, une véritable foi du charbonnier. Même si chacun peut voir où elle nous conduit : envolée des inégalités, baisse des revenus du plus grand nombre, anarchie financière, contraction de l'Etat social, incertitude, peur.

Dans la France d'après guerre, les patrons savaient que les salaires distribués aux ouvriers contribuaient à la formation d'une demande intérieure nationale. Filant à la hausse, ces salaires permettaient d'absorber les gains de productivité. Dès lors qu'une entreprise produit essentiellement pour le marché mondial, elle se met, logiquement et raisonnablement, à concevoir les salaires qu'elle distribue comme un coût pur, et non comme de la demande dans une économie nationale et donc utilement pour elle-même.

Ces salaires entrent, par ailleurs, en concurrence avec ceux, fort bas, des travailleurs du tiers-monde. Dans le contexte d'une offre massive de travail à prix bas, les salaires tendent à se comprimer, et la demande à retarder sur la croissance de la productivité.

Dans ses traits généraux, **l'adhésion au dogme libre-échangiste recoupe l'intérêt personnel.** Les *détenteurs de capital* sont favorisés. Les *gens instruits*, facteur de production qui fut rare, quelque temps, à l'échelle mondiale, mais abondant dans les pays développés, ont longtemps été avantagés en Europe ou aux Etats-Unis, mais leur position s'érode à l'heure où les systèmes éducatifs chinois et indien produisent des diplômés par dizaines de millions. Leur adhésion au libre-échange fléchit donc en conséquence. *Les retraités et fonctionnaires* ont été longtemps moins exposés aux aléas de la concurrence mondiale, et comme tels moins hostiles au libre-échange. La baisse de leurs revenus, qui ne fait que commencer, entraînera un changement d'attitude. Ayant été les premiers touchés, *les ouvriers et les jeunes* ont été aussi les premiers à contester la globalisation.

Le protectionnisme est majoritaire dans toutes les catégories socioprofessionnelles, sauf, et de très peu, chez les « cadres et professions intellectuelles supérieures » : 43 % pour (plutôt parmi les plus jeunes), 45 % contre (plutôt parmi les plus âgés).

Les hautes sphères socialistes sont, plus encore que celles de la droite, l'un des hauts lieux du conformisme libre-échangiste. Il y a à cela deux types de cause.

Les socialistes s'inquiètent de l'effet nocif qu'aurait, « pour les pays du Sud, la fermeture des pays développés à leurs exportations ». Mais, dit Emmanuel Todd, il n'est plus sérieux, en 2008, de percevoir les géants que sont l'Inde et la Chine comme de petites fleurs fragiles dépendant terriblement de notre bienveillance. La gauche, dans son ensemble, considère que la diminution de la pauvreté en Chine et en Inde résulte avant tout de leur entrée sur le marché mondial. Mais dans ces deux pays, l'alphabétisation de masse explique la chute de fécondité et l'augmentation du niveau d'efficacité économique de leurs populations, qui ont commencé avant même l'ouverture aux échanges. Et l'irruption de capitalistes indiens et de fonds souverains chinois sur les marchés financiers ne montrent-ils pas qu'une partie des profits dégagés par les croissances indienne et chinoise sont détournés des peuples pour s'ajouter aux jouets dont dispose la finance mondiale ?

Et de façon plus terre-à-terre, la sociologie du PS explique son hostilité au protectionnisme : le PS est en son cœur un parti de fonctionnaires et d'élus vivant de l'Etat, donc jusqu'ici à peu près protégés des tumultes du marché mondial.

A droite, quoique privilégiés par le revenu, les patrons moyens et petits ne sont pas des dominants culturels et doctrinaux ; on peut même les considérer comme des dominés, sommés de s'adapter à des règles du jeu qu'ils ne définissent pas. Au dessus d'une certaine taille, en revanche, les entreprises sont libérées de leur appartenance à l'Hexagone. Leurs dirigeants adhèrent sans difficulté au dogme du libre-échange.

Progressivement, le mouvement de contestation politique gagne donc peu à peu les divers échelons de la hiérarchie sociale.

Comment évolue la stratification de la société en France

Le groupe d'éduqués supérieurs finira par englober, si la proportion par génération reste stable, **le tiers de la population**. Mais l'instabilité du système s'accroît parce que les éléments jeunes de ce groupe vont cesser de profiter du système économique : désormais, on cesse d'accéder à la richesse par le diplôme. Ces nouvelles classes moyennes, dont le niveau d'éducation est égal à celui des dirigeants, ne seront pas longtemps manipulables.

Une scission est donc en train de s'opérer à l'intérieur du groupe qui associait les classes moyennes supérieures et la classe capitaliste (qu'on pourrait désigner sous le terme de bourgeoisie financière).

Une étude de Camille Landais montre que les inégalités, restées à un niveau historiquement bas en France de 1945 jusqu'à 1988, ont explosé depuis lors (en raison de l'élargissement de l'éventail des salaires, et de la montée des revenus du patrimoine). Au point que même parmi **les 1% les plus privilégiés**, les inégalités sont telles on peut se demander s'il y a conscience d'appartenir à un même groupe. L'augmentation de revenu, entre 1998 et 2002, a été de 8,7 % si on prend les 10 % les plus riches ; de 11,3 % si on se restreint aux 5 % les plus riches ; de 9,4 % pour les 1% les plus riches ; de 32 % pour les 0,1 % les plus riches ; et de 42 % chez les 0,01 % les plus riches...

La baisse des impôts des plus favorisés est un aspect important de la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy. Les historiens pourront comparer les luttes antifiscales du début du troisième millénaire à la fuite devant l'impôt qui caractérisait l'aristocratie mérovingienne à l'époque des Rois fainéants.

Depuis 2005, se développe en fait une nouvelle segmentation, avec trois groupes principaux : le peuple, les classes moyennes, la classe supérieure. **Les proportions 66 %, 33 % et 1% découpent symboliquement la réalité sociale.**

La classe supérieure, l'establishment politico-médiatique, devient insupportable parce que, semblable à la noblesse de 1789, il ne justifie plus ses privilèges par un service rendu à la nation.

Mais la société peut-elle sortir de son atomisation par un processus qui conduirait les individus à ne plus seulement subir l'oppression économique objective, mais à en prendre conscience, avant de s'organiser et d'agir ?

Prospective

L'évolution vers une République ethnique n'est heureusement pas la plus probable.

En revanche, le risque que soit progressivement vidé de son sens le suffrage universel n'est pas à écarter. Un système à deux niveaux associant autorité supérieure sans contrôle et suffrage local existe déjà : l'Europe. Et chaque « non » à un référendum sur l'Europe n'entraîne-t-il pas un déferlement de commentaires exaspérés sur le mauvais usage que font les populations du droit de vote ?

Il y aurait pourtant un bon usage de l'Europe. Elle pourrait décider, si ses nations les plus importantes le voulaient, de devenir un espace de régulation économique se protégeant des importations et des délocalisations vers les pays à bas salaires.

Dans ce cas, et dans ce cas seulement, après la démocratie, ce serait toujours la démocratie.

Commentaires.

Olivier Todd souligne de façon pertinente la nouvelle structuration en couches sociales en fonction du niveau d'éducation. On aimerait qu'il poursuive sa réflexion sur ce terrain, pas assez défriché par les commentateurs politiques.

La question de l'éducation et de son rôle, de la sélection des élites, mérite pourtant d'être repensée. On me permettra à cet égard de reproduire l'édito de CMM de décembre 2006.

On pourra tourner le problème dans tous les sens : tant qu'il y aura un chômage de masse et une grande précarité de l'emploi, il y aura une crise de l'éducation. À quoi ça sert que je me décarcasse, si c'est pour ne pas trouver de boulot au bout de mes études ?

Les études qui ne débouchent pas sur un emploi stable, bien rémunéré et bien considéré, ne sont pas seulement un gaspillage de ressources, tant du côté des enseignants que du côté des élèves, elles sont également une source d'amertume et de perte de confiance dans l'idéal républicain.

Le caractère figé des classes sociales, l'absence de mobilité entre classes sociales, l'autoreproduction de l'« élite », la panne de « l'ascenseur social », engendrent eux aussi un formidable gâchis de compétences, et la dissolution du lien social.

Il faut impérativement résorber le chômage. Le droit au travail doit devenir une réalité. C'est une question de volonté politique, et de planification démocratique (cf n° 36).

Ensuite, pour le service public d'éducation, au-delà d'un socle de base commun à tous (c'est-à-dire au niveau des lycées et de l'université), il y a lieu de bien distinguer deux fonctions : la culture, et la préparation à un emploi.

La culture, c'est un droit pour chacun à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons (par les sciences, les arts et la philosophie), et à développer ses talents. Un droit pour tous, sur toute la durée de la vie, à l'éducation permanente (par exemple, chaque année, l'équivalent de deux semaines). Gratuitement.

La préparation à un emploi, qu'il s'agisse d'une formation initiale, d'une reconversion ou d'une promotion, doit impérativement déboucher sur cet emploi, de façon contractuelle.

Cela suppose trois conditions :

- 1. Qu'on ait préalablement estimé les besoins (et revoilà la planification démocratique).*
- 2. Qu'on n'admette à la formation que le nombre requis de personnes à former (comme cela se pratique notamment pour les études de médecine) (donc : **oui à la sélection !**).*
- 3. Que les personnes à former s'engagent à occuper les postes à pourvoir (comme cela se pratique par exemple dans les écoles normales d'instituteurs).*

Dans ces conditions, le logement doit être assuré : pas question d'admettre que des étudiants soient contraints comme aujourd'hui de payer des loyers exorbitants ; une allocation doit être versée : les étudiants ne doivent pas être obligés d'exercer par ailleurs une activité salariée (qui compromet forcément leurs études) ; mais ensuite, une fois l'emploi visé occupé, pas question non plus d'accepter que le « coût des études » serve de justification à des salaires anormalement élevés.

*La formation à l'emploi doit viser à faire acquérir les connaissances et compétences **réellement** nécessaires (et non pas comme trop souvent aujourd'hui un contenu propre à maintenir et « justifier » la domination de toujours la même classe sociale) : **le contenu de cette formation, de même que les modalités de la sélection permettant d'y accéder, doivent être élaborés par des commissions paritaires employeurs-salariés du domaine concerné.***

Et chacun doit avoir droit à une seconde, une troisième chance .

Donner à tous l'accès à un emploi, et surtout à la culture : ne sont-ce pas là de magnifiques missions, pour le service public d'éducation ?

*Mais l'éducation n'est pas le cœur de son propos. Olivier Todd dénonce, et il n'a pas tort les dégâts engendrés par le **dogme libre-échangiste.***

Voici ce qu'en disait l'édito de CMM de mai 2004.

Tous les éditoriaux nous le serinent : il nous faut gagner la bataille de la compétitivité. Compétitivité de l'Europe par rapport à l'Asie. Compétitivité de la

France par rapport aux nouveaux entrants dans l'Union européenne. Faute de quoi, les « entrepreneurs », les « capitaines d'industrie » (on ne dit plus les patrons), n'auront d'autre choix, les pauvres, ils le regrettent pour nous, que de délocaliser. C'est pourquoi il faut que les salariés consentent à travailler plus et à gagner moins. C'est pourquoi il faut que les entreprises soient déchargées des insupportables « prélèvements obligatoires », ces charges fiscales et sociales qui les écrasent et qui les pénalisent par rapport à leurs concurrents, ce qui ne peut que leur faire perdre des parts de marché, et donc finalement amène à des suppressions d'emplois. C'est pourquoi il faut démanteler le droit social : limiter le droit de grève, mettre à la raison ces syndicats tout-puissants qui prétendent faire la loi dans l'entreprise.

Tout cela est incontestable, inéluctable. D'ailleurs les Français l'ont bien compris, ils veulent, c'est le sens que selon M. Raffarin, il faut donner aux résultats des élections régionales et cantonales, les Français veulent que l'on accélère le rythme des « réformes » qui adaptent notre pays à son environnement...

Et jusques à quand cet implacable raisonnement va-t-il s'appliquer ? C'est bien simple : tant qu'il y aura, en Chine ou dans un pays du Sud, des travailleurs plus pauvres que nous qui accepteront de faire le même travail pour moins cher... Comme il y en a des milliards, on le voit, il y a de la marge...

Ce n'est que lorsque la France sera devenue un océan de misères, qu'elle sera guérie de son insuffisance de compétitivité.

Conclusion manifestement absurde : c'est donc qu'il faut prendre le problème autrement.

Comment ?

« Les socialistes » (très attachés au libre-échange) nous dit Olivier Todd, « s'inquiètent de l'effet nocif qu'aurait, « pour les pays du Sud, la fermeture des pays développés à leurs exportations ». A tort, selon lui, prenant l'exemple de la Chine et de l'Inde. Mais il n'y a pas que la Chine et l'Inde. Et l'Afrique ? et l'Amérique latine ?...

Certes, nous dit aussi Olivier Todd, élargir l'espace politique au monde économiquement globalisé, avec des élections mondiales, une Assemblée mondiale, un président mondiale, paraît utopique.

Mais, en s'appuyant sur les Nations Unies, en démocratisant leur fonctionnement, ne peut-on pas espérer établir des règles d'un commerce plus équitable ? En s'appuyant sur la notion de biens publics mondiaux (l'eau, le climat, la santé, ...), sur le droit des peuples à l'autosuffisance alimentaire, ... ? Il est important de préconiser des règles qui ne laissent pas sur le bord de la route une bonne partie de l'humanité.

Cela n'écarte pas, bien entendu, la nécessité de s'organiser au niveau européen, comme nous y invite à juste titre Olivier Todd.

On regrettera enfin, et surtout, que la question écologique (changement climatique, épuisement des ressources fossiles) soit absente du propos d'Olivier Todd.

Pourtant, en nous invitant fortement à « relocaliser » l'économie (les transports de marchandises sont parmi les principales sources d'émission de gaz à effet de serre, et les

principaux consommateurs de pétrole), et par des mécanismes telles que la taxe-carbone, elle va elle aussi dans le sens d'un certain protectionnisme.